



Les priorités de Washington

Par [Salim Lamrani](#)

Région : [États-Unis](#)

Mondialisation.ca, 22 septembre 2005

Réseau Voltaire 4 octobre 2005

En laissant la population pauvre et majoritairement noire de la Nouvelle Orléans périr face à la tempête Katrina, l'administration états-unienne a montré les conséquences désastreuses de l'élitisme social et racial qu'elle entretient. Comme si cela ne suffisait pas, elle a refusé une assistance précieuse des médecins cubains et en a profité pour suspendre le salaire minimum dans la région, afin que Halliburton et consorts fassent fructifier le désastre. Pendant ce temps, les agents anti-terroristes cubains sont emprisonnés illégalement sur le sol états-unien, alors que les criminels notoires formés par la CIA tels que Luis Posada Carriles y sont accueillis à bras ouverts.

La terrible tragédie qui a frappé la population de la Nouvelle-Orléans le 30 août 2005 a plongé la communauté internationale dans l'émoi et l'incompréhension la plus totale. Comment la première puissance économique mondiale a-t-elle pu laisser ses enfants dans l'abandon à la merci des fureurs de la nature ? Pourquoi les autorités fédérales n'ont-elles pas procédé à l'évacuation des plus vulnérables et des plus démunis des Etats de Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama ? Pourquoi aucune réponse adéquate n'a été apportée à une catastrophe humaine - sans doute 10 000 morts - et matérielle - 80% de la Nouvelle-Orléans a été inondée - d'une telle ampleur [1] ? La réalité est simple et cruelle : les pauvres en majorité noirs, victimes de l'ouragan Katrina, ne constituent pas une priorité pour l'administration Bush qui a d'autres cibles en vue.

Face à la dévastation occasionnée par le cyclone, la première mesure prise par les autorités a été l'inqualifiable décision d'envoyer l'armée pour assassiner les pillards. Ces derniers ne sont en réalité que de pauvres hères ayant, dans la plupart des cas, perdu des membres de leur famille, leur maison et souffrant de sévères carences alimentaires. Les habitants qui s'attendaient à voir arriver des médecins et des vivres ont reçu un nouveau traumatisme en découvrant des soldats en armes. Cette réponse surréaliste, plus propre à un Etat fasciste qu'à une démocratie, n'a pas été remise en cause par la presse internationale [2].

D'aucuns, comme le célèbre chanteur Kanye West, sont allés jusqu'à déclarer que « les noirs n'intéressent aucunement George Bush », ajoutant que les États-Unis se sont préparés à « aider les pauvres, les noirs et les moins fortunés le plus lentement possible [3] ». Le désespoir des déshérités de Louisiane, qui a amené des membres des forces de l'ordre et des pompiers à se suicider, n'a eu pour réponse que l'indifférence de la Maison-Blanche [4]. En effet, le président George W. Bush, pris par un de ses habituels week-ends prolongés, a attendu cinq jours pour se rendre sur les lieux et n'a mis les pieds à la Nouvelle-Orléans pour la première fois que le 12 septembre 2005 [5].

Curieusement, l'une des principales priorités du fanatisme belliqueux de Washington - Cuba - a été la première à offrir ses services aux victimes du cataclysme naturel. Le

gouvernement de La Havane a contacté par voie diplomatique et confidentielle le Département d'État pour lui proposer d'envoyer 1 100 médecins et plus de 26 tonnes de médicaments pour participer aux opérations de sauvetage. Face au silence états-unien, Cuba a rendu publique sa proposition d'aide - la plus importante à ce jour - qui est restée sans réponse [6].

Le président cubain, Fidel Castro, a souligné qu'en moins de douze heures les premiers médecins pourraient toucher les côtes étasuniennes où l'aide médicale d'urgence est si impérieuse. « Sans doute certains, qui ne connaissent point l'honneur et l'esprit solidaire de notre peuple, ont pensé qu'il s'agissait de bluff ou d'une exagération ridicule. Notre pays ne plaisante jamais avec des faits aussi sérieux, et n'a jamais pratiqué le déshonneur de la démagogie ou le mensonge », a-t-il souligné. Étant donné la proximité géographique et l'extrême compétence des professionnels de la santé, l'envoi de troupes médicales cubaines dès le 30 août 2005 aurait pu sauver la vie à des milliers de personnes âgées, de femmes enceintes, de mères et d'enfants frappés par les épidémies [7].

Plusieurs membres du Congrès ont conjuré M. Bush d'accepter l'aide cubaine. « Nous espérons que le gouvernement prendra les mesures pour mettre en place une réponse effective qui inclut l'acceptation immédiate des offres d'aide en provenance des autres pays », a déclaré le Groupe congressiste hispanique (GCH) [8]. Mais la Nouvelle-Orléans n'est pas la priorité actuelle de l'administration Bush, dont l'obscurantisme politique semble l'emporter sur la vie de citoyens en détresse. En effet, le locataire de la Maison-Blanche préfère laisser périr ses concitoyens plutôt que se retrouver dans l'embarras politique et idéologique qui consiste à accepter la main généreuse d'un peuple qu'il cherche à anéantir par tous les moyens [9].

L'absence de secours adéquats a provoqué la mort de milliers de personnes. En comparaison, la dernière tempête d'une telle ampleur à Cuba a fait 5 morts.

Les pouvoirs publics étasuniens ont même profité du désastre laissé par Katrina pour réduire le salaire minimum dans la région. Effectivement, le gouvernement a décrété que les entreprises qui procéderont à la reconstruction de la ville pourront payer leurs employés en dessous du revenu minimum. Le responsable de la centrale syndicale AFL-CIO a qualifié la décision de « honteuse » et « incroyable ». Pour sa part, le représentant démocrate George Miller a accusé les autorités gouvernementales d'avoir « utilisé la dévastation de Katrina pour réduire les salaires des personnes qui cherchent désespérément à refaire leur vie [10] ».

Washington garde Cuba en ligne de mire. Par exemple, le 9 août 2005, la Cour d'Appel du Onzième Circuit d'Atlanta a rendu son jugement concernant l'affaire des Cinq [11]. Elle a logiquement annulé l'ensemble des condamnations prononcées contre les antiterroristes, qui avaient infiltré les groupuscules criminels de Floride, et a exigé qu'un nouveau procès soit tenu [12]. Cette décision rend illégale l'actuelle détention de MM. Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Llort et René González Sehweret. Loin de se plier au verdict de la justice, le gouvernement étasunien a demandé un mois de délai pour tenter de s'extirper de ce cul-de-sac juridique. Malheureusement, le silence médiatique reste important sur l'un des plus grands scandales judiciaires de notre époque, malgré l'appel de nombreuses célébrités mondiales, dont plusieurs prix Nobel, en faveur de leur libération [13].

Un peu plus tard, le 1er septembre 2005, le juge William Abbott de El Paso au Texas a

décidé, contre toute attente, de ne pas procéder à l'extradition immédiate de M. Luis Posada Carriles, assassin invétéré, vers le Venezuela sous le prétexte captieux qu'il risquait la torture. Les pressions subies par ce fonctionnaire de justice ont eu raison de lui. Ce dernier, dans une tentative de justification et en référence aux atrocités commises par l'accusé, a eu recours à une analogie illustrative : « Même si c'était Hitler qui sollicitait la protection au nom de la Convention contre la Torture (CCT), ce tribunal devrait considérer la suspension de sa déportation. [Le] passé criminel horrible ou des antécédents terroristes ne disqualifient pas un citoyen étranger pour recevoir la protection de ne pas être envoyé dans un pays où on le torturerait [14] ».

L'argument de la torture évoqué par la défense et accepté par le juge Abbott montre clairement la volonté du gouvernement étasunien de protéger M. Posada Carriles. Pour faire pression sur les autorités, l'accusé a même explicitement menacé de révéler « des informations sensibles et compromettantes » sur son passé au service de la CIA, et l'implication de certains hauts dirigeants dans le terrorisme international contre Cuba et l'Amérique centrale [15].

Dans n'importe quelle démocratie normalement constituée, toute personne faisant preuve d'incitation publique à l'assassinat, d'un président de la République de surcroît, est passible d'une lourde peine de prison. Mais ce n'est pas le cas aux États-Unis.

Le révérend Pat Robertson En effet, le très influent et ultraconservateur ami de M. George W. Bush, le révérend Pat Robertson a appelé, lors d'une émission de télévision de grande écoute, à assassiner M. Hugo Chávez, leader du Venezuela, sans être nullement inquiété par la justice. Son assassinat « nous coûterait beaucoup moins d'argent que de lancer une guerre », a-t-il affirmé [16]. Appartenant à l'extrême droite religieuse fondamentaliste, M. Robertson a exprimé tout haut les intentions de l'administration Bush concernant le Venezuela [17].

En guise de réponse, M. Chávez a souligné que « le seul pays où une personne peut se permettre le luxe de demander le magnicide d'un chef d'État, est les États-Unis, comme cela s'est passé récemment avec un révérend appelé Pat Robertson, très ami de la Maison-Blanche. Il a publiquement exigé face au monde mon assassinat et il est toujours en liberté. Cela est un délit international ! Cela constitue un acte de terrorisme international [18] ! ».

M. Chávez a également accusé l'administration Bush de planifier une invasion militaire du Venezuela. Lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision étasunienne ABC, le président vénézuélien a affirmé que des manœuvres militaires près de son pays étaient en préparation et qu'il disposait de documents corroborant ses dires. « J'affirme disposer de preuves de l'existence de plans d'invasion du Venezuela [...]. Le plan, s'appelle Balboa, et il signale le Venezuela comme un objectif », a-t-il indiqué en soulignant la présence d'un porte-avions dans la région. Il a également rappelé certaines évidences : « le coup d'État [de 2002] contre le Venezuela a été fabriqué à Washington. On a ordonné ma mort », et a insisté sur le fait que le gouvernement étasunien « viole toutes les normes actuelles et à venir de manière éhontée [19] ».

Washington ne peut plus tolérer l'existence d'un dirigeant latino-américain dont l'objectif principal est non pas de servir les intérêts des transnationales mais de sortir son peuple de la misère. Après le coup d'État manqué d'avril 2002 et le postérieur lock-out pétrolier qui s'est achevé sur un cinglant échec, les faucons de la Maison-Blanche envisagent la solution extrême pour se débarrasser d'un président dont la popularité et la vision dépassent les

frontières continentales et qui ne limite pas la démocratie à sa définition doctrinale.

Pendant ce temps, à travers le monde, les adeptes de la politique agressive des États-Unis contre Cuba continuent leur labeur. L'agence parisienne Reporters sans frontières a adjuré l'actuel président de l'Union européenne (UE), M. Anthony Blair, de rétablir les sanctions contre Cuba afin d'étouffer un peu plus ses habitants [20]. M. Robert Ménard, secrétaire général de l'organisation financée par Washington [21], a déclaré que « la suspension des sanctions contre Cuba va à l'encontre de la Position Commune adoptée par l'Union européenne en 1996 », fidèle à la ligne du Département d'état états-unien qui réclame des sanctions internationales [22].

Lors du sommet de l'Organisation des Nations unies, le 14 septembre 2005, le président George W. Bush a déclaré durant son intervention son opposition au terrorisme : « Nous devons aider les États défailants et les sociétés stagnantes qui fournissent un terrain propice aux terroristes à se fortifier [23] ». Mais en réalité, il faisait uniquement référence aux « mauvais terroristes », c'est-à-dire ceux qui ne servent pas les intérêts de Washington. Évidemment, MM. Luis Posada Carriles et Orlando Bosch ne font pas partie de cette catégorie malgré leur impressionnante trajectoire terroriste et le nombre de victimes qui pèsent sur leur conscience. Ces derniers, en plus de jouir d'une parfaite impunité, restent sous la protection du gouvernement nord-américain.

Au lieu de neutraliser les groupuscules terroristes actifs en Floride, le gouvernement de Washington préfère interdire à une compagnie théâtrale étasunienne de participer au XII Festival international de Théâtre de La Havane afin de protéger les « intérêts nationaux étasuniens [24] ». De la même manière, le président de l'Assemblée nationale cubaine, M. Ricardo Alarcón, s'est vu refuser un visa pour assister à la réunion de l'Union interparlementaire des Nations unies à New York, en flagrante violation de la législation internationale [25].

Mais celle-ci n'a jamais eu une once d'importance pour les faucons de l'administration Bush.

La population noire des États-Unis importe peu pour l'actuel président. Même si elle vit dans le pays le plus fortuné de la planète, elle n'est pas mieux lotie, à certains égards, que les miséreux de Haïti ou du Bangladesh. M. Bush préfère accorder sa protection aux « bons terroristes » et incarcérer ceux qui, au risque de leur vie, osent mettre à nu les crimes de la Maison-Blanche.

[1] Le Monde, « Cadavres flottants, eau polluée : la mort chasse les vivants », 8 septembre 2005 ; El Nuevo Herald, « Gobierno de EE UU admite que Katrina dejó miles de muertos », 4 septembre 2005 ; El Nuevo Herald, « Cifra de muertos en Nueva Orleans podría ser de 10.000 », 5 septembre 2005.

[2] El Nuevo Herald, « El horror sale a flote al retroceder el agua », 6 septembre 2005.

[3] Frazier Moore, « West arremete contra Bush en teletón para víctimas de Katrina », El Nuevo Herald, 3 septembre 2005.

[4] El Nuevo Herald, « La frustración provocó suicidios de policías y bomberos de Nueva Orleans », 5 septembre 2005.

- [5] El Nuevo Herald, « Bush regresa a las regiones devastadas », 6 septembre 2005.
- [6] Rui Ferreira, « Cuba ofrece médicos a Estados Unidos », El Nuevo Herald, 3 septembre 2005.
- [7] El Nuevo Herald, « Improbable que EEUU acepte ayuda humanitaria de Cuba », 6 septembre 2005 ; Granma, « Crece amenaza de epidemias en Nueva Orleáns », 10 septembre 2005. (site consulté le 12 septembre 2005).
- [8] Nestor Ikeda, « Hispanos demócratas piden a Bush aceptar ayuda cubana », El Nuevo Herald, 8 septembre 2005.
- [9] Fidel Castro, « Ustedes honran la noble profesión médica », Granma, 5 septembre 2005. (site consulté le 6 septembre 2005).
- [10] Granma, « Crece amenaza de epidemias en Nueva Orleáns », op.cit.
- [11] Salim Lamrani (sous la direction de), Washington contre Cuba : un demi-siècle de terrorisme/L'affaire des Cinq (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005).
- [12] Andrea Rodríguez, « Parlamento cubano critica manejo de EEUU de dos casos judiciales », El Nuevo Herald, 1 septembre 2005.
- [13] El Nuevo Herald, « Celebidades se suman a pedido para liberar a cubanos », 9 septembre 2005.
- [14] Wilfredo Cancio Isla, « Posada Carriles no debe ser deportado, afirma un juez », El Nuevo Herald, 2 septembre 2005.
- [15] Ibid.
- [16] USA Today, « Pat Robertson Calls for Assassination of Hugo Chávez », 23 août 2005.
- [17] Patricia Rondon Espin, « Chavez Supporters March Against Robertson », The Washington Post, 3 septembre 2005.
- [18] Hugo Chávez Frías, « Discurso del Presidente Chávez ante Sexagésima Asamblea General de la ONU », República Bolivariana de Venezuela, Ministerio de Comunicación e Información, 15 septembre 2005. (site consulté le 16 septembre 2005).
- [19] A. Rodriguez & A. Luna, « Chávez afirma que Washington ha planificado una invasión a su país », El Nuevo Herald, 17 septembre 2005.
- [20] Reporters sans frontières, « Nouvelle vague de répression à Cuba : Reporters sans frontières demande l'intervention de la présidence britannique de l'Union européenne », 29 août 2005. (site consulté le 12 septembre 2005).
- [21] Robert Ménard, « Forum de discussion avec Robert Ménard », Le Nouvel Observateur, 18 avril 2005. (site consulté le 22 avril 2005).
- [22] Reporters sans frontières, « Nouvelle vague de répression à Cuba : Reporters sans frontières demande l'intervention de la présidence britannique de l'Union européenne », op. cit.

[23] Glenn Kessler, « This Year, Bush Takes a Different Tone with the UN », The Washington Post, 15 septembre 2005, p.A08.

[24] Antonio Paneque Brizuela, « Niega Gobierno de EE.UU. permiso a grupo teatral para viajar a Cuba », Granma, 15 septembre 2005. (site consulté le 16 septembre 2005).

[25] El Nuevo Herald, « Washington no dará visa a Ricardo Alarcón », 5 septembre 2005.

La source originale de cet article est Réseau Voltaire
Copyright © [Salim Lamrani](#), Réseau Voltaire, 2005

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca